Évaluation, une épreuve juste et utile ?

[Colloque] 28 juin 2012, Université Segalen, Bordeaux, France.

Par Responsable éditoriale



De l’échelle internationale aux politiques publiques territoriales, de la gestion privée à la gouvernance publique, l’évaluation est désormais constitutive de secteurs d’activités et de mondes professionnels qui paraissaient se tenir à distance de la culture du résultat, des échelles de classement, des agences de notation et d’audits, du benchmarking, … : mise en examen et mesure, quantification et qualification, mise en perspective et comparaison les traversent aujourd’hui en continu. Et le pouvoir semble désormais revenir à celui qui construit l’échelle de grandeur qui s’imposera à tous.

Renvoyant à des enjeux de rationalisation, de connaissance et de justification dans les sociétés démocratiques modernes, mais aussi à des enjeux de contrôle et de pouvoir, l’évaluation s’impose non sans débat ni résistance dans les secteurs caractérisés par des activités dont l’objectivation est particulièrement problématique, comme celles du travail universitaire et de la recherche, du travail sur autrui (éducation, psychothérapies, travail social…) et de toute activité de production de biens publics. C’est le cas également du secteur artistique et culturel où les réticences des acteurs face à cet impératif évaluatif sont régulières : sont dénoncés les risques de contrôle et d’instrumentalisation de

l'activité comme l'atteinte portée à l'autonomie du travail artistique ; plus souvent encore, ce sont les critères de ces évaluations, souvent financiers et quantitatifs, qui posent problème aux acteurs, car ils paraissent peu ajustés à la spécificité des projets culturels… Il reste que dans ce dernier secteur comme pour les précédents, les opérations de jugement sont particulièrement attendues et en rien inédites ; de même que les rapports entre pouvoir et autonomie y sont de longue date particulièrement tendus, en particulier du fait de la dépendance aux ressources publiques. De fait, outre l'apparition de nouvelles formes d'organisation, de management et de régulation, l'espace contemporain de la pratique évaluative révèle les tensions et les conflits, mais aussi les stratégies et les négociations qui structurent ces différents secteurs de l'action publique.

Ce colloque permettra ainsi de diffuser les résultats d'une recherche financée par le Conseil régional d'Aquitaine « L'évaluation à l'épreuve de l'expérience artistique et culturelle », menée par C. Langeard, F. Liot et S. Rui. Cette recherche motivée par une demande d'Éric Chevance, alors directeur du TNT, a été élargie à trois autres théâtres de la région, le TNBA, le Carré-Colonnes et la Gare Mondiale.

Ce colloque est aussi l'occasion de mettre en perspective des travaux et réflexions qui prennent pour objet l'évaluation, et ce dans des champs de l'intervention publique et des secteurs d'activités divers, selon les questions suivantes : comment les processus et procédures d'évaluation sont-ils définis, mis en œuvre et perçus par ceux qui en font l'objet ? Comment se forment et de quelle nature sont les normes et les méthodes qui fondent la pratique évaluative d'un secteur à l'autre ? Quelles sont les incidences de ces pratiques sur les individus et les collectifs de travail, les formes d'organisation et de gouvernance, la nature des biens publics produits ? Dans quelle mesure et à quelles conditions des démarches d'évaluation justes et utiles sont-elles pensables et acceptables ?

Illustration : T. Hagihara, « (Maru) Circles », 26.06.2012, Flickr, (licence Creative Commons).

Résumé

De l’échelle internationale aux politiques publiques territoriales, de la gestion privée à la gouvernance publique, l’évaluation est désormais constitutive de secteurs d’activités et de mondes professionnels qui paraissaient se tenir à distance de la culture du résultat, des échelles de classement, des agences de notation et d’audits, du benchmarking, … : mise en examen et ...